

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.1084
25 janvier 2008

FRANÇAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA MILLE QUATRE-VINGT-QUATRIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le vendredi 25 janvier 2008, à 10 h 10

Président: M. Samir LABIDI (Tunisie)

La séance est ouverte à 10 h 10.

Le PRÉSIDENT: Je déclare ouverte la 1084^e séance plénière de la Conférence du désarmement. Au moment où commence la session de la Conférence du désarmement, je voudrais avec un peu de retard faire mes adieux à nos collègues qui ont quitté la Conférence depuis la clôture de la session de 2007 en septembre: l'Ambassadeur Toufiq Ali, du Bangladesh; l'Ambassadeur Cheng Jingye, de la Chine; l'Ambassadeur Prasad, de l'Inde; l'Ambassadeur Shein, du Myanmar; l'Ambassadeur Bocar Ly, du Sénégal; et l'Ambassadeur Strømmen, de la Norvège. Je suis certain que vous vous joindrez à moi pour demander à leur délégation de leur transmettre notre vive appréciation pour leurs nombreuses et précieuses contributions à nos efforts ainsi que nos vœux sincères de succès et de satisfaction dans l'exercice de leurs nouvelles fonctions. Permettez-moi aussi de souhaiter chaleureusement la bienvenue à nos nouveaux collègues qui sont entrés en fonctions en qualité de représentants de leur gouvernement à la Conférence, à savoir: l'Ambassadeur Bhattacharya, du Bangladesh; l'Ambassadeur Wang Qun, de la Chine; l'Ambassadeur Hamid Ali Rao, de l'Inde; l'Ambassadrice Lucia Fiori, de l'Italie; l'Ambassadeur Lwin, du Myanmar; l'Ambassadrice Bente Angell-Hansen, de la Norvège; l'Ambassadeur Babacar Carlos Mbaye, du Sénégal; ainsi que l'Ambassadeur Bersheda, de l'Ukraine, qui commence à exercer ses nouvelles fonctions d'Ambassadeur auprès de la Conférence du désarmement.

Je saisis cette occasion pour les assurer de notre coopération et de notre appui dans l'accomplissement de leurs nouvelles tâches.

Permettez-moi de vous dire tout l'honneur qui échoit à la Tunisie d'accéder à la présidence de la Conférence du désarmement. Je mesure personnellement hautement cette charge au titre de cette année qui constitue une étape importante des travaux de la Conférence.

C'est ainsi que la séance d'ouverture, la 1083^e séance plénière tenue le mercredi 23 janvier 2008, a constitué un événement de taille en accueillant deux invités d'honneur, S. E. M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et M. Abdelwaheb Abdallah, Ministre des affaires étrangères de la République tunisienne. Cet événement, sans précédent à l'ouverture d'une session de la Conférence, est perçu par notre assemblée comme un encouragement à faire valoir les efforts de tous les membres de la Conférence. Les messages délivrés par nos distingués invités sont un témoignage de leur engagement déterminé en faveur de l'avancement des travaux de la Conférence. Il me plaît de remercier ici nommément pour leurs efforts méritoires mes prédécesseurs, les Ambassadeurs Glaudine Mtshali, de l'Afrique du Sud; Juan Antonio March, de l'Espagne; Serala Fernando, de Sri Lanka; Elisabet Borsiin-Bonnier, de la Suède; Jürg Streuli, de la Suisse; et enfin Faysal Khabbaz Hamoui, de la Syrie.

C'est pour moi l'occasion de remercier aussi pour leur assistance et leur disponibilité M. Sergei Ordzhonikidze, Secrétaire général de la Conférence, ainsi que tous ses collaborateurs.

Concernant nos travaux, permettez-moi d'indiquer que, comme il en est fait état dans le rapport de la Conférence du désarmement à l'Assemblée générale des Nations Unies pour l'année 2007, publié sous la cote CD/1831 le 13 septembre 2007, j'ai eu le plaisir de rencontrer à diverses reprises mon prédécesseur, l'Ambassadeur de la Syrie, à qui est revenu l'honneur de

(Le Président)

l'adoption avec succès sous sa présidence du rapport de 2007 auquel nous accordons une importance particulière. Par ailleurs, la présidence a également entamé depuis le mois d'octobre 2007 des consultations bilatérales, tenues à New York, à l'occasion de ma participation aux travaux de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, puis poursuivies à Genève. Ces consultations ont eu lieu avec toutes les délégations des États membres, les unes après les autres, et se sont achevées à la mi-janvier 2008. Ces consultations auxquelles un temps important a été consacré nous ont offert l'occasion de tenir des réunions fructueuses pour cibler et examiner avec tous nos collègues les questions qui retiennent notre attention. Je voudrais leur dire combien j'ai apprécié l'esprit d'amitié et de collégialité agissante qu'ils nous ont tous manifesté. Je tiens donc à vous remercier particulièrement pour vos encouragements et votre soutien. Outre ces consultations bilatérales, des réunions aussi multiples que productives ont été tenues parallèlement avec les Présidents de 2008 au niveau des ambassadeurs et des experts.

À toutes ces rencontres, la méthode de travail a été caractérisée par une écoute attentive des délégations, un dialogue interactif, la transparence, un esprit d'ouverture et une analyse constructive. Cet important volume de travail que nous assumons avec le sens des responsabilités a donné des résultats que nous espérons probants pour faire avancer les travaux de la Conférence qui vont être suivis avec attention par la communauté internationale.

Permettez-moi maintenant de vous donner un aperçu portant sur les rencontres tenues par la présidence avec les représentants permanents auprès de la Conférence dans le cadre des consultations bilatérales et sur l'avancement des travaux préparatoires. Les conclusions des consultations de la présidence témoignent clairement d'un sentiment général, parmi les membres de la Conférence, en faveur de l'adoption de l'ordre du jour dès les premières séances de travail et, autant que possible, à la séance d'aujourd'hui. Nous formulons l'espoir que le projet d'ordre du jour de la session de 2008, tel qu'il figure dans le document CD/WP.548, sera adopté au cours de la présente séance.

L'adoption de l'ordre du jour nous permettra de faire valoir la volonté de tous les États membres pour que la Conférence puisse ainsi, dès le premier jour, donner un signal fort sur sa détermination à aller de l'avant.

Par ailleurs, il convient de signaler que la présidence a eu, dans le cadre de ses consultations d'intersessions, des échanges utiles avec toutes les délégations au sujet des documents du programme de travail de la Conférence de l'année 2007. Concernant ces documents, si de nombreuses délégations ont fait part de leur soutien à la proposition du Président, d'autres délégations ont dit qu'elles ne s'opposeraient pas au consensus. Certaines délégations ont considéré qu'il fallait poursuivre les travaux et tenir des consultations supplémentaires pour parvenir à un consensus. La présidence a néanmoins noté la bonne volonté des différentes parties pour ce qui est de donner une impulsion nouvelle à nos efforts afin de parvenir à un accord traduisant le consensus sur la base de la proposition du Président, qui demeure une base solide de travail. Est-ce possible? Forte de la teneur de ces consultations et attachée à l'esprit de dialogue et de compréhension qu'elle a noté, la présidence estime qu'il serait aussi souhaitable qu'opportun de poursuivre inlassablement, posément et sans relâche les consultations entamées à l'intersession pour parvenir au consensus tant souhaité.

(Le Président)

Je tiens à vous assurer que la présidence n'épargnera aucun effort pour poursuivre ses consultations en vue d'identifier et de développer tout élément pouvant participer à l'esprit du consensus pour faire avancer les travaux de la Conférence. C'est ainsi qu'elle a veillé pendant des mois à tenir, parallèlement aux consultations bilatérales, des consultations au niveau du P-6 et des rencontres avec les coordonnateurs des groupes régionaux. La consultation informelle plénière du lundi 21 janvier 2008 a notamment permis à la présidence de présenter aux délégations des États membres un aperçu sur le calendrier d'activités proposé à votre attention.

Je veillerai également à vous présenter un calendrier d'activités étoffé à divers niveaux de nature à assurer les meilleures conditions de travail dans un esprit de dialogue, de compréhension et d'ouverture.

Je voudrais saisir cette occasion pour vous dire l'importance que nous accordons à la réussite des travaux de la Conférence qui doivent connaître, à notre avis, cette année, un avancement notable que nous avons déjà pressenti au cours de l'année écoulée. C'est ainsi que nous avons noté avec intérêt et considération la présence, pour la première fois, de deux invités de marque, comme je l'ai dit auparavant, à la séance inaugurale du mercredi 23 janvier, qui nous ont encouragés dans nos efforts visant à faire avancer nos travaux.

Je me propose de suspendre ultérieurement la séance officielle et de tenir une séance informelle pour examiner le projet d'ordre du jour. Encore une fois, j'invite les délégations à témoigner de l'esprit constructif dont elles ont fait preuve au cours de nos consultations ainsi que d'une flexibilité constructive afin que nous puissions adopter l'ordre du jour de la session de 2008 le plus tôt possible. Je vous remercie.

Est inscrit, sur la liste des orateurs pour la séance plénière d'aujourd'hui, le représentant de la Chine.

M. WANG (Chine) (parle en chinois): Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre accession à ce poste pour la première partie de la session de 2008. Je tiens aussi à profiter de l'occasion pour remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur de la République arabe syrienne pour le travail efficace et fructueux qu'il a fait en tant que dernier Président de 2007.

Permettez-moi aussi de vous remercier de m'avoir souhaité la bienvenue à la Conférence du désarmement. C'est en fait la première fois que je participe à une séance officielle de cette instance en ma qualité de nouvel Ambassadeur de Chine à la Conférence du désarmement et je suis pleinement conscient de la lourde responsabilité que me donne cette fonction.

Aujourd'hui, nous continuons à faire face aux menaces qui pèsent traditionnellement sur notre sécurité, tandis que le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive et d'autres armes constituent de nouveaux obstacles à la paix et à la sécurité internationales. En tant qu'unique instance multilatérale de négociation sur la maîtrise des armements, la Conférence du désarmement a une tâche essentielle à accomplir qui consiste à relancer le processus de maîtrise des armements au niveau multilatéral. À cette fin, la communauté internationale devrait s'efforcer de faire fond sur le consensus qui a déjà été obtenu et travailler dans un esprit de coopération pour donner une nouvelle vigueur à la Conférence pour qu'elle puisse pleinement

(M. Wang, Chine)

remplir son rôle qui est de faire face aux multiples obstacles à notre sécurité et de promouvoir la paix et la sécurité internationales.

Nous avons écouté attentivement la déclaration que le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a prononcée à la séance d'ouverture de la Conférence et dans laquelle il a appelé toutes les parties à faire preuve d'un esprit de compromis afin de faire avancer les travaux de la Conférence et à s'appuyer sur les progrès réalisés en 2007 pour que la Conférence fasse cette année une percée décisive. Ma délégation estime que la principale tâche que doivent accomplir tous les membres de la Conférence consiste à tirer parti des réalisations des deux dernières années et, par la voie du dialogue et des consultations, de tenter de réduire nos divergences afin de pouvoir aboutir à un programme de travail qui soit complet, équilibré et acceptable par toutes les parties. Ma délégation est convaincue que si tous les États membres conservent la tradition consistant à faire preuve de respect mutuel et à se traiter sur un pied d'égalité et s'ils peuvent en particulier prendre en compte les préoccupations spécifiques de toutes les parties, nous pourrions certainement améliorer les perspectives d'adoption de notre programme de travail. De fait, grâce aux efforts concertés faits par tous les membres de la Conférence au cours des deux dernières années, les divergences entre toutes les parties sur les points pertinents diminuent progressivement. Nous avons toutes les raisons d'être optimistes et confiants dans l'avenir de notre Conférence.

La Chine a toujours appuyé vigoureusement les travaux de la Conférence et y a toujours participé activement. Nous espérons sincèrement que les membres parviendront bientôt à un consensus pour que la Conférence puisse reprendre ses travaux de fond sur les points essentiels de son ordre du jour, qui touchent les intérêts de toutes les parties, et apporter ainsi une nouvelle contribution au processus de désarmement et à la promotion de la sécurité mondiale. Selon un vieux dicton chinois, celui qui fait un voyage de 100 km n'est qu'à mi-parcours après 90 km. En d'autres termes, indépendamment de l'action entreprise, plus on se rapproche du but, plus les difficultés sont grandes. Le corollaire de cette observation est bien évidemment que si les difficultés croissent, plus le but est proche. Pour sortir de l'impasse actuelle, il faut avoir trois choses à l'esprit. Premièrement, nous ne devons pas perdre patience et devons intensifier nos efforts pour tenir des consultations et communiquer les uns avec les autres. Deuxièmement, nous devons respecter les préoccupations de toutes les parties et faire preuve de souplesse sur tous les plans. Troisièmement, nous devons respecter le règlement intérieur et maintenir un esprit de transparence et de franchise. Je suis convaincu qu'en nous en tenant à ces trois points nous pourrions reprendre rapidement nos travaux de fond. Ma délégation reste disposée à coopérer avec toutes les autres parties et continuera, en travaillant avec un esprit constructif, à faire le maximum pour atteindre cet objectif.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le représentant de la Chine pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole au Représentant permanent et Ambassadeur de la Fédération de Russie.

M. LOSCHININ (Fédération de Russie) (parle en russe): Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter à nouveau pour votre accession à ce poste en 2008. Vous pourrez compter sur l'appui et la collaboration indéfectibles de la Fédération de Russie dans l'exercice de vos fonctions.

(M. Loschinin (Fédération de Russie))

Nous remercions aussi la délégation de la République arabe syrienne, qui a contribué au succès de nos travaux l'année dernière.

Nous commençons nos travaux à un moment difficile. La communauté internationale et la présente instance doivent faire face à des problèmes très graves auxquels le Secrétaire général de l'ONU a fait référence hier devant la Conférence. Assurément, le développement des conflits dans la politique mondiale, l'aggravation des crises régionales et de la menace terroriste, les risques croissants de prolifération des armes de destruction massive, et la stagnation en matière de désarmement menacent la stabilité internationale, réduisent le volume des ressources qui pourraient être utilisées à des fins constructives et amènent à s'interroger sur la possibilité d'une croissance économique mondiale durable.

Il est manifestement impérieux de se mettre d'accord, par le biais de négociations ouvertes et franches, sur des normes et principes de dialogue sur les affaires internationales qui soient précis, largement acceptables et universels. Lors de l'intervention qu'il a faite devant la Conférence internationale tenue à Munich le 11 février 2007, le Président de la Fédération de Russie a justement appelé au lancement de tels travaux et à la recherche d'approches cohérentes et réalistes qui permettraient de régler les graves problèmes auxquels la planète fait face à l'ère de la mondialisation.

Il ne fait aucun doute que l'intensification d'un désarmement effectif contribuerait à renforcer la stabilité stratégique et la sécurité internationale. La Fédération de Russie est attachée à l'approche multilatérale pour régler les questions de non-prolifération, de limitation des armements, de désarmement et de mesures de confiance en s'appuyant sur la stricte application et le renforcement des traités internationaux existants et sur l'élaboration de nouveaux. Nous considérons qu'il faut tirer plus activement parti des possibilités de la Conférence du désarmement pour aider à renforcer le régime mondial de non-prolifération des armes de destruction massive et le désarmement.

La Fédération de Russie considère que la question des garanties de sécurité dans l'espace est prioritaire pour la Conférence du désarmement. La prévention d'une course aux armements dans l'espace comporte de multiples facettes et dimensions. La Conférence doit prouver qu'elle peut atteindre cet objectif par le biais d'un accord multilatéral en tenant compte des intérêts légitimes de tous les États et en remédiant aux lacunes, bien connues, du droit spatial international. Il est temps de passer de la parole aux actes.

Comme vous le savez, la Fédération de Russie a élaboré avec la Chine un projet de traité pour la prévention de l'implantation d'armes dans l'espace et de l'emploi de la force ou de la menace contre des objets spatiaux. Le 12 février 2008, le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergei Lavrov, a présenté officiellement ce projet à la Conférence. Comme vous le savez, la Fédération de Russie et la Chine, associées à d'autres auteurs, avaient dès juin 2002 présenté les éléments de ce traité, qui sont examinés avec succès depuis déjà plus de quatre ans. Nous proposons de continuer nos travaux en matière de prévention d'une course aux armements dans l'espace, en mettant l'accent sur l'élaboration d'un tel traité. Nous sommes convaincus que les organismes universitaires et non gouvernementaux compétents appuieront ce processus et que, lorsque la Conférence reprendra cette année ses travaux de fond relatifs à ce projet, toutes les idées et propositions intéressantes présentées auparavant pourront être reprises.

(M. Loschinin (Fédération de Russie))

Pas plus qu'avant, nous ne nous opposerons au lancement de négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire» et dans le cadre, naturellement, d'un programme de travail arrêté par la Conférence. L'élaboration de ce traité constituerait une mesure multilatérale supplémentaire en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération ainsi qu'une contribution réelle au renforcement du régime du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Naturellement, nous ne nous opposerons pas à la tenue, dans le cadre d'un programme de travail arrêté par la Conférence, de débats de fond sur le désarmement nucléaire et les possibilités de conclure des traités internationaux en matière de garanties de sécurité à donner aux États qui ne possèdent pas d'armes nucléaires. Nous sommes disposés à participer activement à de tels débats.

Je tiens à souligner que le projet d'ordre du jour de la Conférence nous semble acceptable et nous espérons qu'il sera approuvé par consensus dans les plus brefs délais.

Comme premier Président de la Conférence en 2008, vous avez une tâche difficile qui consiste à établir les plans et à définir l'organisation pratique des travaux de cette session. Notre principal objectif commun est de parvenir à un consensus sur le programme de travail en recherchant des solutions de compromis acceptables pour tous les États sans exception et en reprenant les travaux de la Conférence. Nous accueillons avec satisfaction la décision que les six Présidents de la Conférence pour 2008 ont prise afin de coordonner durant toute la session les efforts visant cet objectif commun. Nous estimons que les propositions que vous avez présentées sont importantes, constructives et très prometteuses.

Il faut que le désarmement reprenne au plus vite sa place dans le programme d'activités international. Nous devons faire le maximum pour régler cette question et, en ce sens, l'établissement d'un programme de travail de la Conférence sur la base du document L.1 serait un pas d'une importance fondamentale. La délégation de la Fédération de Russie suivra cette approche et fera tout pour que les résultats soient positifs.

Nous vous adressons à vous, Monsieur le Président, et à vos collègues du groupe des six Présidents, tous nos vœux de succès.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le représentant de la Fédération de Russie pour sa déclaration et, en mon nom et au nom de mes collègues, les six Présidents, pour ses mots aimables adressés à la présidence.

Je n'ai plus d'autre orateur sur ma liste. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole maintenant? Cela ne semble pas être le cas. Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas.

M. LANDMAN (Pays-Bas): Je voudrais soulever un point d'ordre. J'ai attentivement écouté votre introduction et vos projets et je crois avoir compris que, pendant notre séance informelle, nous aborderons effectivement tout sujet important relatif à l'accord sur notre ordre

(M. Landman (Pays-Bas))

du jour, qui est la base de tout, et que nous nous mettrons ensuite d'accord sur la question des pays qui souhaitent participer aux travaux de la Conférence en qualité d'observateurs et qu'enfin nous reprendrons notre séance plénière officielle, au cours de laquelle des délégations, dont la mienne par exemple, souhaiteront peut-être effectivement faire des déclarations à caractère politique.

Le PRÉSIDENT: Monsieur l'Ambassadeur, c'est exactement ce que j'allais dire. Comme je l'ai dit, je vais maintenant suspendre la séance plénière officielle et inviter la Conférence à examiner dans le cadre de la séance informelle qui va suivre immédiatement le projet d'ordre du jour de la session de 2008 tel qu'il figure dans le document CD/WP.548 ainsi que les demandes d'États non membres de la Conférence qui souhaitent participer à nos travaux pendant cette session, telles qu'elles sont reproduites dans le document CD/WP.547. Nous reprendrons ensuite la séance plénière officielle, afin d'officialiser les accords auxquels nous serons parvenus en séance plénière informelle. Je voudrais vous rappeler que la séance plénière informelle est ouverte uniquement aux États membres de la Conférence. La présente séance plénière est suspendue.

La séance plénière est suspendue à 10 h 40; elle est reprise à 10 h 50.

Le PRÉSIDENT: La 1084^e séance plénière est reprise. À la séance plénière informelle qui vient de s'achever, nous sommes parvenus à un accord sur le projet d'ordre du jour. Puis-je considérer que la Conférence décide d'adopter l'ordre du jour de sa session de 2008, tel qu'il figure dans le document CD/WP.548, dont vous êtes saisis?

Il en est ainsi décidé.

Le PRÉSIDENT: Cet ordre du jour sera publié par le secrétariat comme document officiel de la Conférence.

À propos de l'adoption de l'ordre du jour, je tiens à préciser, en ma qualité de Président de la Conférence, qu'il est entendu que toute question pourra être abordée dans le cadre de cet ordre du jour s'il y a consensus au sein de la Conférence pour l'examiner. En outre, la Conférence prendra en considération les paragraphes 27 et 30 de son règlement intérieur.

Je voudrais maintenant inviter la Conférence à se prononcer sur les demandes de participation à nos travaux émanant d'États qui ne sont pas membres de la Conférence. Ces demandes sont reproduites dans le document CD/WP.547 et ont été formulées par les États suivants: Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Costa Rica, Croatie, Émirats arabes unis, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Maurice, Moldova, Mozambique, Oman, Philippines, Portugal, République tchèque, Saint-Siège, Serbie, Slovaquie et Soudan.

Une délégation souhaite-t-elle prendre la parole à ce stade?

Puis-je considérer que la Conférence décide d'inviter ces États à participer à nos travaux conformément au règlement intérieur?

Il en est ainsi décidé.

Le PRÉSIDENT: Je constate que les plaques des États observateurs viennent d'être posées. Je voudrais en votre nom leur souhaiter la bienvenue. Avant de continuer je vous annonce que M. Sergei Lavrov, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, prendra la parole devant notre Conférence le 12 février prochain. En outre, la Conférence entendra le mardi 5 février une déclaration du Ministre de la défense du Royaume-Uni, M. Des Browne, et le jeudi 7 février une déclaration de l'Administrateur de la National Nuclear Security Administration des États-Unis, M. D'Agostino. Je donne maintenant la parole aux délégations qui le souhaitent. Je donne la parole à l'Ambassadeur de Slovénie qui va prendre la parole au nom de l'Union européenne.

M. LOGAR (Slovénie) (parle en anglais): J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne, de la Croatie et de l'ex-République yougoslave de Macédoine, pays candidats, de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et de la Serbie, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, ainsi que de l'Ukraine, de Moldova, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, qui s'associent à la présente déclaration.

Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole durant votre mandat, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre accession à ce poste, d'autant plus que vous êtes le premier des six Présidents de la session de 2008. Je tiens à vous assurer, vous et les cinq autres Présidents de 2008, de mon appui personnel sans réserve et du soutien de l'Union européenne dans les efforts que vous ferez pour que la Conférence poursuive ses travaux et sorte de l'impasse dans laquelle elle est depuis longtemps. Je voudrais en outre féliciter les six Présidents pour l'adoption de l'ordre du jour traditionnel de la présente session.

L'Union européenne se félicite des travaux réalisés par les six Présidents des sessions de 2006 et 2007 qui ont permis à la Conférence de progresser au cours des deux dernières années. Elle se félicite aussi du fait que la formule de coopération étroite et permanente entre les six Présidents de la session annuelle a été reprise pour 2008.

L'Union européenne est convaincue que la session de 2007 de la Conférence du désarmement a fait un grand pas en avant. Les six Présidents de 2007, les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Espagne, de Sri Lanka, de la Suède, de la Suisse et de la République arabe syrienne, ont dirigé avec succès les travaux de la Conférence, tout particulièrement durant la première partie de la session annuelle. Dans ce contexte, je tiens, au nom de l'Union européenne, à remercier les sept coordonnateurs, les Ambassadeurs Strømme, de Norvège; Trezza, d'Italie; Meyer, du Canada; Paranhos, du Brésil; Draganov, de Bulgarie; Wibisono, d'Indonésie et Duncan, du Royaume-Uni, pour leur excellent travail. En mars 2007, les six Présidents ont proposé d'adopter un programme de travail (document L.1) qui comprend de nombreux éléments.

Permettez-moi de souligner encore une fois l'importance que l'Union européenne attache à la Conférence du désarmement en tant qu'unique instance dont dispose la communauté internationale pour mener des négociations à l'échelle mondiale dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. L'Union européenne a œuvré sans relâche pour l'adoption d'un programme de travail. Nous ne ménagerons pas nos efforts pour revitaliser cette instance exceptionnelle et l'amener à reprendre des négociations et des travaux de fond.

(M. Logar, Slovénie)

Chacun sait que l'Union européenne accorde clairement la priorité à la négociation, sans conditions préalables, dans le cadre de la Conférence du désarmement, d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires et d'autres dispositifs explosifs nucléaires en tant que moyen de renforcer le désarmement et la non-prolifération. C'est une question prioritaire et les conditions sont réunies pour en faire l'objet de négociations. L'Union est aussi prête à engager des discussions de fond sur les autres points mentionnés dans le document L.1: le désarmement nucléaire et la prévention d'une guerre nucléaire, les questions relatives à la prévention d'une course aux armements dans l'espace, des arrangements internationaux appropriés pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, ainsi que d'autres questions ayant un rapport avec l'ordre du jour de la conférence du désarmement.

L'Union européenne est profondément convaincue que le document L.1, complété par la suite par les documents CRP.5 et CRP.6, constitue un compromis élaboré avec un grand soin. Elle appelle toutes les délégations à la Conférence du désarmement à s'associer au consensus et à adopter les documents dont nous sommes saisis depuis la session de l'année dernière. On ne saurait attendre beaucoup plus longtemps.

L'Union adresse ses vœux de succès aux six Présidents de 2008. Comme les années précédentes, nous appuierons constamment tous les efforts pouvant déboucher sur une avancée, l'adoption du programme de travail et la reprise de négociations et de travaux de fond.

Enfin, l'Union européenne tient à rappeler son attachement de longue date au processus d'élargissement de la composition de la Conférence du désarmement, en particulier aux États de l'Union européenne qui ne sont pas encore membres de la Conférence mais qui ont déjà soumis officiellement des demandes en ce sens il y a de très nombreuses années.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le représentant de la Slovénie, qui a parlé au nom de l'Union européenne, pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur et Représentant permanent des Pays-Bas.

M. LANDMAN (Pays-Bas) (parle en anglais): Après la déclaration de fond que l'Ambassadeur de Slovénie a prononcée au nom de l'Union européenne – au nom donc, entre autres, des Pays-Bas – je voudrais ajouter ce qui suit.

Bien évidemment, je tiens tout d'abord à vous féliciter pour l'adoption sans heurts de notre ordre du jour, ce qui, je l'espère, est de bon augure pour la suite de nos travaux de cette année. Nous nous félicitons très vivement de ce que, comme l'année dernière et l'année précédente, la décision a été prise de collaborer avec les cinq autres Présidents de 2008. C'est là une base pour faire du bon travail.

Mercredi dernier, pour la première fois de l'histoire de la Conférence, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a pris la parole à la séance d'ouverture. Ses mots ont été très énergiques et je reprendrai notamment ceux-ci: «La communauté internationale considère la Conférence du désarmement comme l'unique instance multilatérale de négociation du désarmement à l'échelle mondiale, mais il faut que des progrès soient accomplis. ... Alors que la gravité des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales est très généralement

(M. Landman (Pays-Bas))

reconnue, vous n'avez toujours pas réussi à vous mettre d'accord pour contrer ces menaces. Cette impasse concernant les priorités me préoccupe profondément ... En juin dernier, vous étiez à deux doigts de parvenir à une décision sur la proposition présidentielle quand je vous ai exhorté à faire preuve d'un esprit de conciliation et à saisir cette occasion historique. Vous ne l'avez pas fait. ... Que cette année soit celle d'un grand pas en avant.»

Une impulsion a été créée l'année dernière. Il faudrait la maintenir. Un compromis équilibré et soigneusement élaboré a été présenté pour le programme de travail. Nous devons agir sur cette base. Il n'y a pas d'autre solution.

Pour que cela nous inspire au cours des semaines à venir, je voudrais faire quelques citations qui, d'une certaine façon, représentent une partie de la sagesse collective dans un monde d'interdépendance croissante. Je citerai tout d'abord Nehru, un ancien Premier Ministre de l'Inde: «Les crises et les blocages ont au moins ceci de bon qu'ils nous obligent à réfléchir.». Je voudrais maintenant remonter un peu plus dans l'histoire, jusqu'à Plutarque, qui disait: «La patience est plus efficace que la violence, et beaucoup de ce qui est imprenable en bloc cède quand on s'y attaque petit à petit.». Je citerai aussi Molière, qui a dit: «Nous ne sommes pas seulement responsables de ce que nous faisons mais aussi de ce que nous ne faisons pas.».

Maintenant, pour ceux, apparemment de plus en plus nombreux, qui sont convaincus, alors que nous restons inactifs et confirmons presque cette conception, qu'il n'existe tout simplement pas de perspective réaliste d'un monde exempt d'armes nucléaires, j'aimerais citer un article du Wall Street Journal daté du 15 janvier de cette année et écrit par George Schultz, William Perry, Henry Kissinger et Sam Nunn: «À certains égards, l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires est comme le sommet d'une très haute montagne. Depuis notre monde troublé d'aujourd'hui, nous ne pouvons même pas voir ce sommet et il est tentant et facile de dire que nous ne pouvons pas y arriver en partant d'ici. Mais les risques que l'on courrait en continuant à descendre la montagne ou en restant immobiles sont trop réels pour être ignorés. Nous devons tracer la route qui mène vers le haut lorsque la cime devient plus visible.».

Le PRÉSIDENT: Je remercie l'Ambassadeur des Pays-Bas pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de Sri Lanka.

M. JAYATILLEKA (Sri Lanka) (parle en anglais): Je tiens à préciser que je prends la parole au nom de Sri Lanka et non comme représentant du Groupe des 21.

Alors que j'écoutais mon collègue des Pays-Bas, je me demandais vraiment si la sagesse des anciens nous donnait tant de réconfort parce que Héraclite a dit: «De la guerre procède toute chose.». Ceci nous donne très peu de réconfort à la Conférence du désarmement. Je ne suis pas vraiment certain qu'il soit très utile de citer sélectivement des penseurs du passé ou d'aujourd'hui.

Je voudrais en fait appeler l'attention sur l'idée que la volonté d'acquérir des armes nucléaires est un symptôme. C'est le symptôme de l'insécurité, réelle ou perçue. C'est un épiphénomène lié à certains projets, à certains efforts visant à maintenir ou acquérir des positions

M. Jayatilleka (Sri Lanka)

ou un statut ou de parvenir à des positions ou à un statut supérieurs. En d'autres termes, des raisons fondamentales expliquent l'accroissement et la prolifération de ces armes horribles.

Nous devons être attentifs à ces questions ainsi qu'aux préoccupations et à la dynamique des pays qui sont à l'origine du phénomène que nous tentons de combattre. Je ne suis donc pas du tout convaincu que le fait de lancer en chœur des exhortations pour que chacun se joigne au cortège soit le meilleur moyen d'avancer, parce que – et là, je suis d'accord avec mon collègue chinois, tous les États doivent être traités comme des partenaires égaux dans cette entreprise. Si certains États sont réticents à signer une plate-forme intéressante par ailleurs, il faut les inciter à le faire en adoptant une attitude constructive. Il faut étendre les garanties de sécurité. Il faut répondre aux véritables préoccupations fondamentales de ces États et la perspective d'ensemble doit être guidée par la méthodologie ou l'attitude recommandée par les anciens, celle du globalisme. Sans perspective globaliste, nous ne pourrions comprendre pourquoi certains campent sur leurs positions. Nous devons donc faire preuve de compréhension, de sensibilité, de sagesse et de patience et aller à la rencontre de ces partenaires, apporter des modifications si besoin est, être souple et amener chacun à participer à nos efforts constructifs.

Le PRÉSIDENT: Je remercie l'Ambassadeur de Sri Lanka pour sa déclaration. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Permettez-moi de vous dire en cette fin de séance que je voudrais saisir l'occasion pour vous dire combien la présidence a apprécié l'esprit de coopération et de compréhension dont vous avez fait preuve pour adopter l'ordre du jour dès aujourd'hui à la présente séance. La Conférence donne ainsi un signe fort de sa détermination à aller de l'avant dans l'intérêt de tous. C'est également pour nous un défi à relever pour donner à nos travaux la meilleure impulsion. Vous pouvez compter sur la présidence pour continuer à travailler en pleine coopération avec tous tout au long de cette année. Encore une fois merci. Nos travaux sont ainsi achevés pour aujourd'hui. La prochaine séance plénière de la Conférence se tiendra le mardi 29 janvier 2008 à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 15.
